



ACP OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

Migration, transferts de fonds et développement en Afrique: *Le cas des pays lusophones*

Dossier d'information

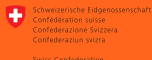
ACPOBS/2011/DI03

2011



*Une initiative du Secrétariat ACP,
financée par l'Union européenne,*

*mise en œuvre par l'OIM et avec le soutien financier de la Suisse,
de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA*



L'Observatoire ACP sur les migrations

L'Observatoire ACP sur les migrations est une initiative du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne, mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), à la tête d'un consortium de 15 partenaires, et avec le soutien financier de la Suisse, de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et de la Suisse. Établi en 2010, l'Observatoire ACP sur les migrations est une institution visant à produire des données sur les migrations sud-sud à destination des migrants, de la société civile et des décideurs politiques et à renforcer les capacités de recherche dans les pays ACP, dans le but d'améliorer la situation des migrants et de resserrer les liens entre migration et développement.

L'Observatoire a été créé pour favoriser le déploiement d'un réseau d'institutions de recherche et d'experts sur les migrations. Des activités ont été lancées dans 12 pays pilotes et seront progressivement étendues à d'autres pays ACP intéressés. Les 12 pays pilotes sont l'Angola, le Cameroun, Haïti, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Sénégal, le Timor-Leste et Trinité-et-Tobago.

L'Observatoire a lancé des activités de recherche et de renforcement des capacités relatives à la problématique des migrations Sud-Sud et du développement. A travers ces activités, l'Observatoire ACP cherche à adresser les nombreux enjeux de plus en plus incontournables pour le Groupe des États ACP dans le cadre des liens migration/développement. Les documents et produits des recherches, ainsi que les manuels pour le renforcement des capacités, sont accessibles gratuitement sur le site Internet de l'Observatoire (www.acpmigration-obs.org). Les futures publications et informations sur les activités de l'Observatoire seront mises en ligne.

© 2011 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

© 2011 Observatoire ACP sur les migrations

Document rédigé par Nancy C. Tolentino et João Peixoto, SOCIUS (Research Centre in Economic and Organizational Sociology), School of Economics and Management (ISEG), Technical University of Lisbonne (membre du Consortium de l'Observatoire ACP sur les migrations). Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de l'Union européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des autres membres du Consortium de l'Observatoire ACP sur les migrations, de la Suisse ou du UNFPA.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, stockée dans un système électronique d'extraction, ni transmise, sous quelque forme que ce soit ni par aucun procédé électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'éditeur.



ACP

OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

Migration, transferts de fonds et développement en Afrique: *Le cas des pays lusophones*

Les Africains migrent majoritairement en Afrique et ne représentent que 9 % des migrants internationaux (DAES, 2009). Les flux migratoires africains sont intra-régionaux, instables et en grande partie alimentés par l'évolution des conflits et les changements environnementaux. Ils se caractérisent par l'importance des mouvements saisonniers et par l'augmentation du pourcentage de femmes parmi les migrants. Parmi d'autres, ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi **les pays africains reçoivent relativement peu de transferts de fonds envoyés par les migrants, en comparaison avec d'autres régions en voie de développement qui bénéficient de ces flux**.

Les envois de fonds vers Afrique sont minimes, alors qu'il s'agit du flux financier le plus prévisible et le plus stable

Ce document étudie la migration internationale et les transferts de fonds dans un groupe de pays africains qui ont une histoire et une langue commune, mais qui se distinguent les uns des autres à de nombreux égards: **les pays lusophones d'Afrique**, à savoir l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe.¹ Ce dossier débute par une description succincte des tendances actuelles de la migration internationale et des transferts de fonds en Afrique et se poursuit par l'étude du cas particulier des pays lusophones, avec à l'appui plusieurs indicateurs de développement et des tendances des migrations internationales et des transferts de fonds. Ce dossier se termine sur quelques remarques finales.

1. Migration africaine: tendances historiques et actuelles

L'Afrique se distingue par une longue tradition de migration. Par le passé, les migrants portaient en quête de sécurité et à la recherche de terres agricoles fertiles. Les flux migratoires ont par la suite épousé la dynamique des échanges commerciaux entre les côtes Est et Ouest, via le Sahara. Les régimes coloniaux ont changé la composition des groupes de migrants et leur motivation sous l'effet de la création de diverses structures économiques et politiques, de la fixation des frontières et de l'instauration de la fiscalité.

Les migrants africains ne constituent pas un groupe homogène. Ils sont d'origine différente, n'ont pas les mêmes motivations et ne choisissent pas les mêmes destinations


¹ Voir le [Dossier d'information n° 2](#) sur les transferts de fonds des migrants dans les pays ACP et leur impact sur le développement.

Aujourd'hui, **les migrants africains**, comme la majorité des migrants d'ailleurs, **ne constituent pas un groupe aisément identifiable, qui aurait en commun origine, motivation et destination**. Comme l'explique Jonsson (2009, 6):

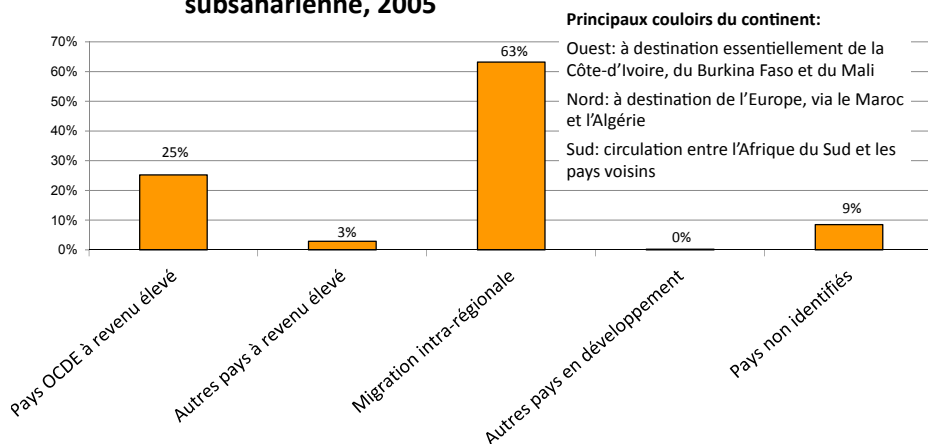
Alors que les chercheurs spécialistes de la migration commencent à accumuler un plus grand nombre de connaissances empiriques au sujet de la migration en Afrique, l'image qui en émerge est de plus en plus complexe. Cela risque de venir brouiller notre interprétation des schémas historiques qui semblent plus simples et plus linéaires, contrastant avec l'apparente complexité actuelle. Ainsi, l'observation d'une complexité croissante vient-elle peut-être simplement du fait que nous avons plus de données à notre disposition aujourd'hui que par le passé.

Évolution des tendances en matière de migration internationale

Les mouvements internationaux sont essentiellement favorisés par la porosité des frontières, due en partie au nombre important de «blocs» d'intégration régionale, ce qui se traduit en nombreux flux migratoires temporaires et irréguliers

 **Migrations intra-régionales.** Aujourd'hui, les migrants africains se déplacent dans leur pays, et lorsqu'ils vont à l'étranger, c'est le plus souvent pour se rendre dans un pays voisin (voir le graphique 1). En Afrique, l'ouest, le sud et le nord sont des régions qui se distinguent par une mobilité intense de la main-d'œuvre, vers les pôles d'attraction que sont la Côte-d'Ivoire, le Ghana, l'Afrique du Sud et la Libye. En pourcentage de leur population autochtone, quelques petits pays comme les Comores et les Seychelles sont essentiellement des pays d'immigration.

Graphique 1: Principaux pays de destination des émigrants d'Afrique subsaharienne, 2005



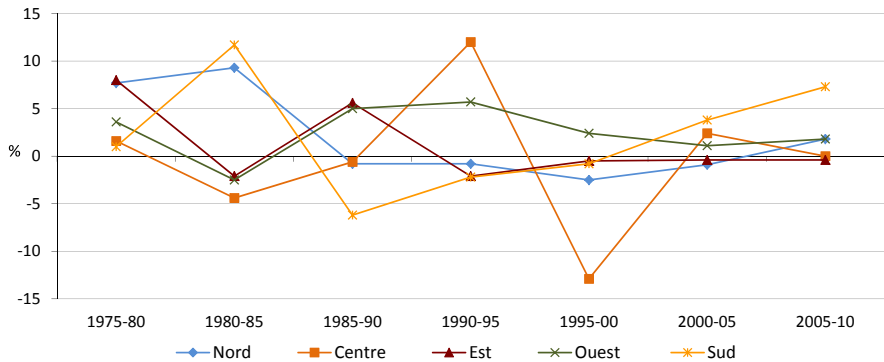
Source: Banque mondiale, 2008.

Instabilité des flux migratoires. Une autre particularité de l'Afrique, en particulier au sud du Sahara, est l'instabilité des flux migratoires (voir le graphique 2). Selon une étude réalisée par la Division de la Population du Département des Affaires économiques et sociales (DAES) des Nations unies, **l'Afrique centrale est la région d'Afrique qui a connu la plus grande instabilité migratoire** entre 1975 et 2005, avec les taux de croissance du stock des migrants suivants: 1,6 % (1975 - 80), -4,4 % (1980 - 85), -0,6 % (1985 - 90), 12 % (1990 - 95), -12,9 % (1995 - 2000), 2,4 % (2000 - 05) et 0,6 % (2005 - 10). C'est en République centrafricaine et en Angola que les flux migratoires ont été les plus instables.

Entre 1975 et 2005, c'est en République centrafricaine et en Angola que les flux migratoires ont été les plus instables

À l'autre extrême, **l'Afrique occidentale a été la région où l'instabilité migratoire a été la plus faible, avec des taux de croissance en grande partie positifs.** Des pays comme la Côte-d'Ivoire, la Gambie et le Burkina Faso se distinguent par un nombre important d'immigrants en pourcentage de leur population totale.

Graphique 2: Évolution du stock de migrants dans les sous-régions d'Afrique², entre 1975 et 2010, par tranche de cinq ans (en %)



Source: Tolentino, 2009.

L'instabilité des flux entre 1975 et 1985 s'explique essentiellement par des **raisons politiques** (indépendance des puissances européennes) **et économiques** (mise en œuvre de programmes d'ajustements structurels et coûts sociaux y afférents). **Les décennies d'instabilité suivantes sont en grande partie imputables aux conflits.**

Conflits. L'histoire montre que les conflits ne se limitent pas à un territoire, mais que leur extension aux pays voisins est aussi rapide qu'inéluctable. En témoigne en Afrique la guerre civile au Libéria (1989), qui s'est étendue à la Sierra Leone (1991), avant d'entraîner le coup d'État puis la guerre civile en Côte-d'Ivoire (1999 et 2002), compromettant dans son sillage la stabilité de la Guinée, de la Guinée-Bissau et du Burkina Faso.

Les taux de croissance positifs de la migration enregistrés en Afrique occidentale, indiqués dans le graphique 2, montrent que le phénomène migratoire tient plus de l'immigration que de l'émigration, ce qui pourrait sembler paradoxal au vu du nombre de conflits évoqués ci-dessus. Ce phénomène s'explique toutefois par le fait que **la population qui fuit ces conflits se rend dans d'autres pays de la sous-région, contribuant ainsi aux taux élevés d'immigration.** Cela ne s'est pas produit en Afrique orientale, où le génocide rwandais (1994) et l'instabilité de longue date persistante

² Dans cette étude, la division géographique de l'Afrique est celle retenue par le DAES (2009), si ce n'est que l'Égypte est inclus et la Réunion et Sainte-Hélène sont exclues (car elles dépendent respectivement de la France et du Royaume-Uni).

dans la corne de l'Afrique ont amené les individus à se déplacer vers le centre (d'où les valeurs négatives, à partir des années 1990 – 95 jusqu'à récemment). L'instabilité s'explique en partie par les conflits qui ont débuté dans l'est et le nord, en l'occurrence le conflit au Soudan et son impact direct sur la stabilité au Tchad et en République centrafricaine. Dans le nord, les taux sont en grande partie négatifs, car les flux sortants sont à destination de l'Europe toute proche et que les conflits dans certaines régions du Soudan (au Darfour, par exemple) perdurent.

La croissance négative du stock d'immigrants en Afrique du Sud, enregistrée entre le début des années 1980 et les années 2000, **s'explique par le fait que l'apartheid s'est étendu jusqu'en 1990, lorsque la Namibie a conquis son indépendance**; les premières élections libres en Afrique du Sud n'ont eu lieu qu'en 1994.

La croissance positive du stock d'immigrants qui a été observée dans la plupart des sous-régions après 2000 **est imputable à la paix, au progrès économique, à la stabilité politique et à l'évolution dans certains blocs d'intégration régionale.**

Les taux de croissance, qu'ils soient positifs ou négatifs, dépendent en grande partie de l'existence de conflits. La paix, le développement économique, la stabilité politique et l'intégration régionale ont contribué à l'augmentation du pourcentage d'immigrants dans toutes les régions d'Afrique

Transferts de fonds

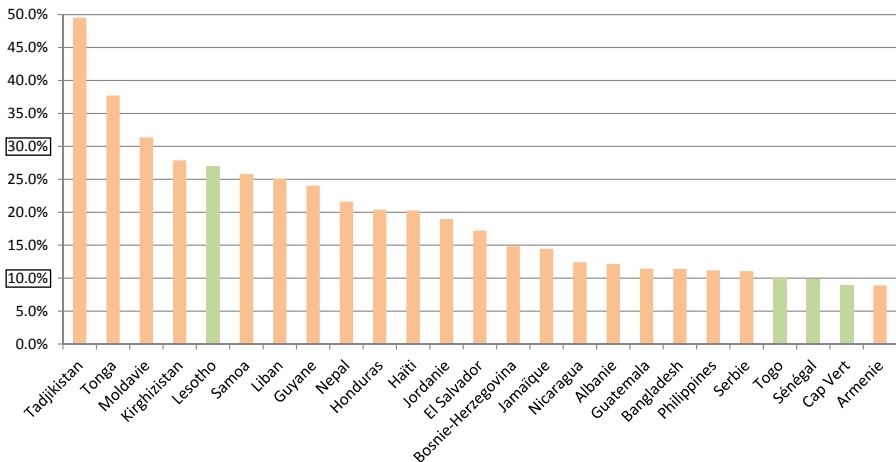
Les transferts de fonds des migrants sont le lien le plus évident entre migration et développement et se distinguent des autres flux financiers par leur stabilité et leur prévisibilité ainsi que par le fait qu'ils apportent un soutien direct aux familles. [Melde et Schicklinski \(2011\)](#) ont récemment fait le point sur les transferts de fonds et passe en revue les problèmes principaux tenant aux concepts et à la collecte de données (en particulier en Afrique, à cause des canaux utilisés par les émigrants pour acheminer les fonds), les grandes tendances et l'impact sur le développement et la réduction de la pauvreté en Afrique.

Les fonds envoyés par les émigrants sont en forte corrélation avec la migration et le développement et constituent les apports financiers externes les plus prévisibles dans la plupart des pays en développement

🕯 **L'importance des transferts de fonds.** Ces transferts sont les flux financiers externes les plus importants, les plus stables et les plus prévisibles dans de nombreux pays en développement. Comme le montre le graphique 3, les transferts de fonds représentent entre 9 et 35 % du PIB dans neuf pays ACP, dont quatre se situent en Afrique: le Lesotho, le Togo, le Cap-Vert et le Sénégal. Le fait que l'Afrique subsaharienne soit la région où **la plus grande partie des envois de fonds par les émigrants n'est pas enregistrée** (ces transferts seraient de l'ordre de 50 % des transferts enregistrés) doit encore être pris en considération.

🕯 **Les services financiers.** Les principaux problèmes à cet égard résident **dans l'inaccessibilité des services financiers, les coûts élevés des transferts** (avec des différences importantes entre les couloirs Nord - Sud et Sud - Sud) et **l'environnement institutionnel déficient** en termes de régulation, de concurrence et d'innovation.

Graphique 3: Les 25 pays en tête du classement mondial des plus gros bénéficiaires de fonds, 2008 (en % du PIB)



Source: Banque mondiale et Singh, 2010. Les pays africains à l'étude sont indiqués en gras.

🕯 **Exploitation et distribution.** Au niveau macroéconomique, **les transferts de fonds sont une source importante de devises étrangères et d'épargne**. Au niveau microéconomique, les ménages les utilisent essentiellement pour financer les **dépenses courantes, l'éducation et les soins de santé**.

2. Le cas des pays lusophones d'Afrique

Les pays lusophones d'Afrique sont l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe. Ces pays partagent la même histoire, car ils ont vécu sous le régime colonial du Portugal pendant des siècles. Ce colonialisme n'a cessé que dans les années 1970, après des conflits (particulièrement en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau) qui ont perduré jusqu'au passage du Portugal à la démocratie, en 1974. Aujourd'hui, **ces pays forment une entité appelée PALOP** (pays africains de langue officielle portugaise). Ils constituent aussi un **groupe important au sein de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP)**, une organisation intergouvernementale créée en 1996 par le Portugal, le Brésil, l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe, que le Timor-Leste a rejoint en 2002.

Géographie, environnement sociopolitique et développement

En dépit de nombreux points communs remontant à leur passé, **ces pays constituent un groupe très hétérogène** quant à leur géographie, leur situation sociopolitique et leur niveau de développement. Ils sont dispersés dans toute l'Afrique: le Cap-Vert et la Guinée-Bissau en Afrique occidentale, l'Angola et Sao Tomé-et-Principe en Afrique centrale et le Mozambique en Afrique orientale. On y compte deux archipels (le Cap-Vert et Sao Tomé-et-Principe), un pays de taille moyenne (la Guinée-Bissau) et deux grands pays (l'Angola et le Mozambique). Ils sont affiliés à cinq blocs régionaux différents: la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La taille de leur population, leur PIB par habitant, leur développement humain et leur situation sociopolitique sont très différents (voir le tableau 1).

Les pays lusophones d'Afrique ont en commun le même passé colonial

Les pays lusophones d'Afrique constituent un groupe hétérogène de pays au sein de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP)

Tableau 1: Différences entre les pays lusophones d'Afrique: géographie, situation sociopolitique et développement

	Superficie (km ²)	Population (2006)	PIB par habitant (en USD, 2007)	Indicateur de développement humain (classement de 2007)	Situation sociopolitique
Angola	1 247 000	16 000 000	3 623	143 ^e	Assez stable
Cap-Vert	4 000	518 000	2 705	121 ^e	Stable
Guinée-Bissau	36 000	2 000 000	211	173 ^e	Instable
Mozambique	802 000	20 000 000	364	172 ^e	Assez stable
São Tomé and Príncipe	960	160 000	916	131 ^e	Assez stable

Source: Banque mondiale et PNUD, 2009.

Tendances en matière de migration internationale

Les tendances en matière de migration internationale ont toujours été très différentes dans tous ces pays: les pourcentages d'émigrants, leur pays de destination et les flux de main-d'œuvre qualifiée varient fortement entre ces pays (voir le tableau 2). Les données disponibles manquent de précision et ne sont pas nécessairement à jour, mais leur analyse met en évidence quelques traits caractéristiques.

🌿 **L'Angola** se caractérise, abstraction faite de la période qui a suivi l'indépendance, par une **émigration relativement limitée**; ce pays se mue aujourd'hui en pays d'immigration, attirant des migrants d'Afrique et d'ailleurs.

🌿 **Le Cap-Vert** a longtemps été un pays d'émigration, avec une diaspora établie en grande partie en Europe et aux États-Unis. Ces derniers temps, **l'afflux d'immigrants augmente**, essentiellement en provenance d'Afrique occidentale, sur le chemin de l'Europe.

🌿 **La Guinée-Bissau** a vu **son taux d'émigration grimper** fortement depuis les années 1980.

🌿 **Le Mozambique** connaît une émigration limitée, essentiellement en lien avec **le système migratoire d'Afrique australe**.


 **Sao Tomé-et-Principe** se distingue par des **flux migratoires importants en valeur relative**, mais minimes en valeur absolue.

Tableau 2: Pays lusophones d'Afrique: différences de tendances en matière de migration

	Pourcentage d'émigrants (en % de la population, 2005)	Pays de destination principaux (les trois premiers du classement)	Emigrants qualifiés (en % des diplômés de l'enseignement tertiaire, 2000)	Pourcentage d'immigrants (en % de la population, 2005)	Pays d'origine principaux (trois premiers du classement)	Migration internationale nette (2005 - 2010) (*)
Angola	3,3	Portugal, Zambie, Namibie	25,6	0,4	--	0,1
Cap-Vert	35,8	Portugal, États-Unis, France	69,1	2,2	Sao Tomé-et-Principe, Angola, Portugal	-0,5
Guinée-Bissau	7,3	Sénégal, Portugal, Gambie	29,4	1,2	Sénégal, Guinée, Gambie	-0,2
Mozambique	4,1	Afrique du Sud, Tanzanie, Malawi	42,0	2,1	Afrique du Sud, Portugal, Zimbabwe	0,0
Sao Tomé-et-Principe	13,6	Portugal, Cap-Vert, France	35,6	4,8	Angola, Cap-Vert, Portugal	-0,9

Source: Banque mondiale et PNUD, 2009.

Comme partout en Afrique, les flux d'émigrants se sont révélés instables, essentiellement provoqués par des conflits. Ce constat vaut particulièrement pour l'Angola et le Mozambique, entre l'indépendance et la fin de la guerre civile, et la Guinée-Bissau, après l'indépendance et les événements de 1998 - 1999. Une partie des réfugiés et des migrants s'est rendue dans des pays limitrophes, en lien avec la tradition migratoire intra-régionale, alors que d'autres ont opté pour l'Europe. Ces dernières décennies, les migrations forcées et économiques ont touché des individus et des groupes au profil différent: ex-colons et autochtones, d'appartenance ethnique et d'origine différentes, qualifiés et non qualifiés, aux motivations, stratégies et pays de destination variables.

Plusieurs éléments de l'approche des systèmes migratoires (Kritz *et al.* 1992), qui ont souvent été appliquée aux contextes coloniaux et postcoloniaux, contribuent à appréhender la migration dans les pays lusophones

Malgré leurs spécificités, les pays lusophones d'Afrique s'intègrent d'une certaine manière dans un système commun de migration internationale, en l'occurrence le système lusophone de migration (Baganha, 2009). Dans l'ensemble, **plusieurs éléments propres à l'approche des systèmes migratoires** (Kritz *et al.*, 1992), **qui ont souvent été appliqués aux contextes coloniaux et postcoloniaux, contribuent à appréhender la migration dans ces pays.** Parmi les facteurs principaux, citons les relations mutuelles (politiques, administratives, commerciales, culturelles, etc.) qui permettent et facilitent la migration. La principale orientation géographique des flux migratoires varie parfois au fil du temps (une possibilité qu'autorise la théorie), ce qui concourt à représenter une perspective dynamique des flux internationaux.

Le système migratoire des pays lusophones a été initialement conçu pour comprendre le cas portugais, car bon nombre des flux migratoires, entrants ou sortants, impliquaient des pays lusophones (Baganha, 2009). Selon Baganha, le système, qui a débuté par le Portugal et le Brésil, s'est élargi par la suite aux pays lusophones d'Afrique, essentiellement après leur indépendance au milieu des années 1970. Aujourd'hui, on pourrait dire que le système a gagné en complexité avec le temps, ce qui peut expliquer les mouvements au départ et à destination du Portugal, mais aussi des autres pays.

L'analyse plus détaillée des pays montre que **par le passé, les flux migratoires les plus importants ont eu lieu entre le Portugal et le Brésil** (un constat qui vaut toujours aujourd'hui), ce qui s'explique par la durée plus longue de leur relation coloniale intensive. En Afrique, les premiers mouvements significatifs sont ceux des Portugais vers les colonies dans la deuxième moitié du XX^e siècle, **qui ont été suivis par des flux ininterrompus entre le Cap-Vert et le Portugal** à partir des années 1960. **Les flux à destination du Portugal ont en grande partie été enregistrés après la décolonisation, vers le milieu des années 1970s**, dans un premier temps pour des raisons politiques (l'apogée fut atteinte avec les *retornados*, venant essentiellement d'Angola et du Mozambique), puis économiques (même si les mouvements dictés par des raisons politiques et des conflits ont gardé leur pertinence) (Baganha, 2009).

Au fil du temps, les flux au départ des PALOP à destination du Portugal ont perdu de leur importance, mais ils ne sont jamais taris. Aujourd'hui, comme conséquence des flux passés, **le Portugal est l'une des trois destinations les plus prisées par les émigrants de tous les pays lusophones d'Afrique**, à l'exception du Mozambique, et **est l'un des trois pays d'origine principaux**, sauf à destination de la Guinée-Bissau (voir le tableau 2). De plus, l'Angola, le Cap-Vert et Sao Tomé-et-Principe entretiennent des relations migratoires étroites, qui ont débuté sous la période coloniale (voir le tableau 2).

Le passé colonial portugais des pays lusophones d'Afrique est un élément important qui contribue à comprendre les flux migratoires au départ et à destination de ces pays

Comme le veut la théorie des systèmes migratoires, **ce cadre commun n'empêche pas l'intégration dans d'autres systèmes migratoires**. Ce constat vaut pour le Portugal (Baganha, 2009) et d'autres pays lusophones, pays d'origine et de destination de migrants au départ ou à destination d'autres régions du monde. Dans certains pays, comme au Mozambique, les liens avec d'autres systèmes migratoires (en l'espèce avec celui d'Afrique australe) expliquent la majorité des flux.

Des tendances très différentes de celles du passé sont à prévoir au XXI^e siècle. Au-delà de la réduction des flux à destination du Portugal, c'est au Mozambique que la situation évolue le plus. La prospérité économique récente du pays semble avoir affecté son profil migratoire. Dans le système lusophone, les flux migratoires avec le Portugal se sont inversés: les flux de l'Angola vers le Portugal se sont taris, alors que les flux du Portugal vers l'Angola ont grimpé en flèche ces dix dernières années, ce qui a totalement bouleversé les relations migratoires entre les deux pays.³ L'Angola continue d'attirer un nombre croissant d'émigrants d'Afrique et d'ailleurs.

L'Angola mérite une attention toute particulière, car elle devient un important pays d'immigration dans la région

3 Voir l'Observatoire portugais de l'émigration (<http://www.observatorioemigracao.secomunidades.pt/np4/home.html>). Malheureusement, les données manquent au sujet du retour des émigrants angolais.

Transferts de fonds

Comme les tendances migratoires diffèrent, les transferts de fonds diffèrent: leur importance, leur impact et les pays concernés varient (voir le tableau 3 et les graphiques 4 à 6). En raison du manque de précision des données, particulièrement dans le cas des transferts de fonds à destination de l’Afrique ([Melde et Schicklinski, 2011](#)), les chiffres disponibles ne peuvent être principalement utilisés à titre indicatif.

Tableau 3: Pays lusophones d’Afrique: données principales à propos des transferts de fonds

	Flux entrants (2007)			Flux sortants (2007)	
	En millions d’USD	Par habitant, en USD	Origine principale	En millions d’USD	Par migrant, en USD
Angola	--	--	--	603	10 695
Cap-Vert	139	262	Europe (62 %)	6	537
Guinée-Bissau	29	17	Europe (80,5 %)	5	280
Mozambique	99	5	Europe (34 %)	45	111
Sao Tomé-et-Principe	2	13	Europe (90,5 %)	1	92

Source: Banque mondiale et PNUD, 2009.

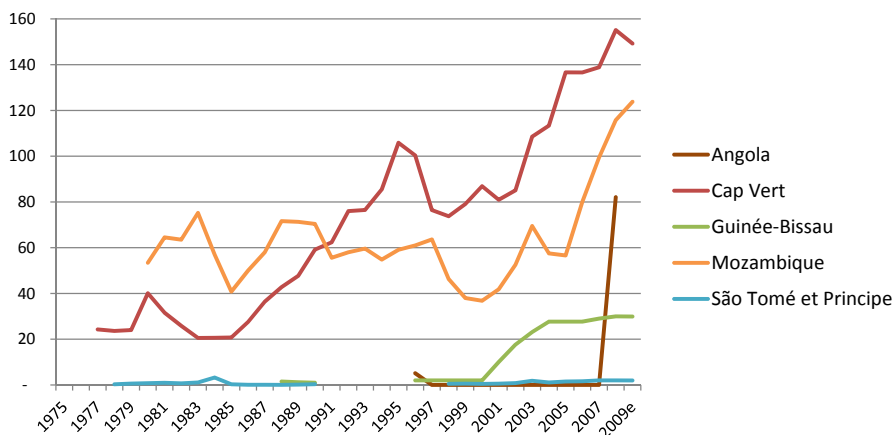
Les flux financiers entrants et sortants varient fortement entre les pays lusophones d’Afrique, ce qui s’explique par leur profil migratoire différent

Les flux financiers entrants, sortants et nets varient fortement tant en valeur absolue qu’en valeur relative (par habitant). En valeur absolue (voir les graphiques 4 à 6), les flux nets sont positifs et en hausse dans tous les pays sauf en Angola, où ils deviennent de plus en plus négatifs.⁴ Par habitant (voir le tableau 3), les flux entrants varient entre 5 USD, au Mozambique, et 262 USD, au Cap-Vert.

4 En l’absence de données de la Banque mondiale (2010) sur les transferts de fonds à destination de l’Angola (dont les chiffres ne sont disponibles qu’en 1996 et en 2008) (voir le graphique 4), les estimations des flux nets à destination de ce pays ne sont calculées que pour ces années (voir les graphiques 6 et 8). Il y a lieu de souligner que les chiffres de la Banque mondiale sont nettement inférieurs à ceux communiqués par le Fonds international de développement agricole (FIDA) (cités dans Alvarez Tinajero, 2010, 78): la Banque mondiale fait état d’un montant de 82 millions d’USD, soit 0,1 % du PIB, en 2008, alors que l’IFAD avance un montant global de 969 millions d’USD, soit 2 % du PIB, en 2007.

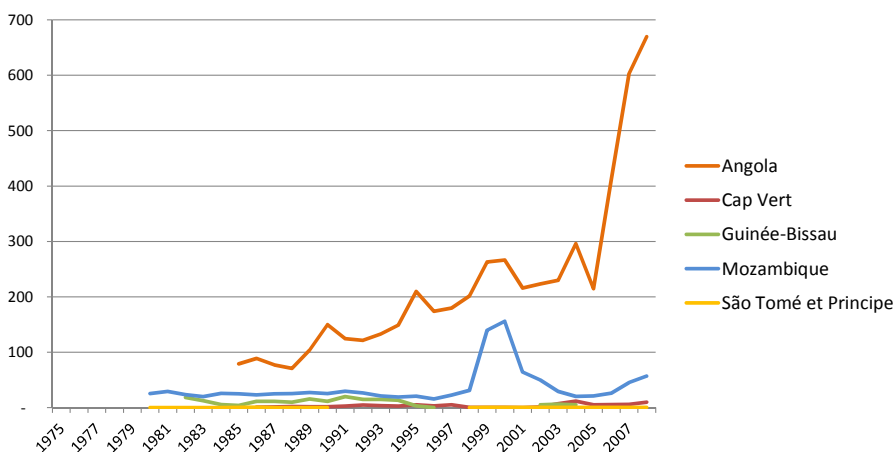
Les flux sortants, par migrant, varient entre 92 USD, à Sao Tomé-et-Principe, et 10 965 USD, en Angola. En d'autres termes, la plupart des pays lusophones présentent le profil classique de pays bénéficiaires de transferts de fonds, le Cap-Vert en est l'exemple le plus caractéristique, mais l'Angola prend de plus en plus l'allure d'un pays expéditeur de fonds.

Graphique 4: Évolution des flux entrants entre 1975 et 2008 (en millions d'USD)

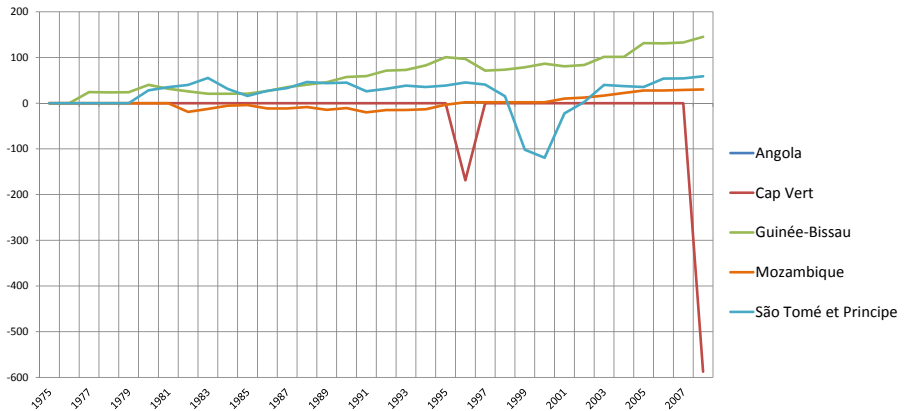


Source: Banque mondiale, 2010.

Graphique 5: Évolution des flux sortants entre 1975 et 2008 (en millions d'USD)



Source: Banque mondiale, 2010.

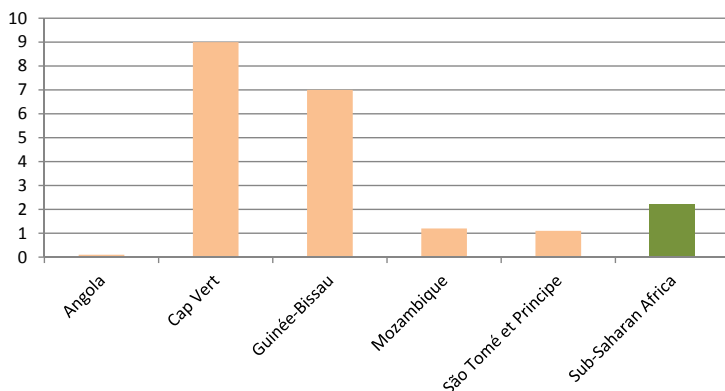
Graphique 6: Évolution des flux nets entre 1975 et 2008 (en millions d'USD)

Source: Banque mondiale, 2010.

Concernant **l'origine des flux** (voir le tableau 3), **les fonds viennent essentiellement d'Europe**, en l'occurrence à hauteur de 62 % au Cap-Vert, de 80 % en Guinée-Bissau, de 34 % au Mozambique et de 90 % à Sao Tomé-et-Principe (Banque mondiale et PNUD, 2009). La provenance des fonds à destination de l'Angola est inconnue. En Europe, le Portugal est le principal pays d'origine de ces fonds, même si les émigrants africains sont loin d'être en tête du classement des envois de fonds dans ce pays.⁵ Le fait que les transferts effectués par ces émigrants installés au Portugal soient relativement peu élevés par comparaison avec le pourcentage qu'ils y représentent parmi les migrants donne à penser qu'ils sont moins enclins à envoyer des fonds dans leur pays d'origine ou, plus probablement, qu'ils recourent peu aux canaux officiels d'acheminement des fonds, à cause de leur rareté et de leur cherté (Tolentino *et al.*, 2008; Alvarez Tinajero, 2010). **Parmi les pays lusophones d'Afrique, le Mozambique est le pays le plus impliqué dans les migrations Sud - Sud, une grande partie des transferts de fonds y proviennent d'Afrique du Sud.**

Les transferts de fonds représentent plus de 9 % du PIB au Cap-Vert, mais 0,1 % seulement en Angola (voir le graphique 7). **Un autre élément important dans la comparaison des transferts de fonds est la variation du cours de chaque devise** – le kwanza, l'escudo, le franc, le metical, le dobra – **par rapport au dollar américain.**

⁵ Ce sont les émigrants en provenance du Brésil qui sont de loin en tête du classement des transferts de fonds au départ du Portugal, alors qu'ils n'y représentent qu'un faible pourcentage des migrants (de l'ordre de 25 % en 2010) (voir Peixoto et Marques, 2006).

Graphique 7: Flux en pourcentage du PIB en 2008

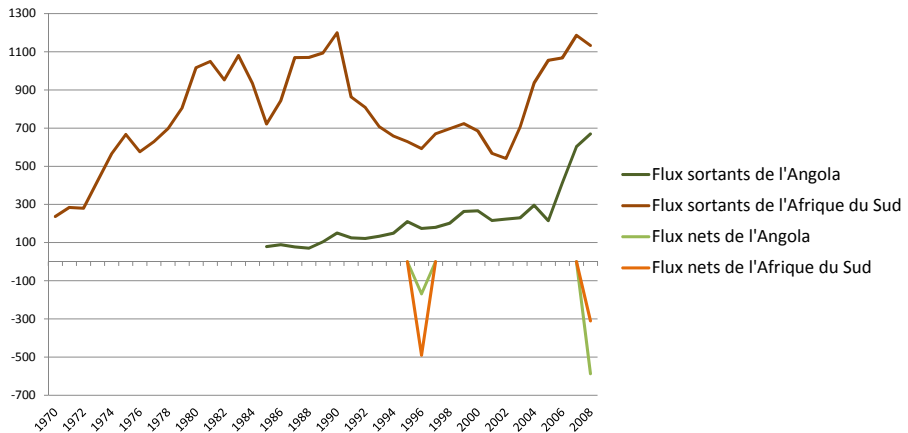
Source: Banque mondiale, 2010.

Les recherches à propos de l'impact des transferts de fonds sur le développement sont encore peu nombreuses. Plusieurs de ces recherches portent sur le Cap-Vert (Tolentino *et al.*, 2008), la Guinée-Bissau (Có, 2004; Carreiro, 2007; Quintino, 2010) et l'Angola (Alvarez Tinajero, 2010). Les conclusions majeures des études sur le Cap-Vert et l'Angola rejoignent celles tirées dans d'autres études sur l'Afrique: les transferts de fonds comptent parmi les liens principaux existants entre la diaspora et le pays d'origine, ils s'inscrivent essentiellement dans le cadre familial; ces fonds sont un soutien financier important pour de nombreuses familles, qui les consacrent en grande partie au financement des dépenses courantes, de l'éducation et des soins de santé; ils sont peu investis dans la production; et les canaux informels sont largement utilisés, par un pourcentage d'émigrants pouvant aller jusqu'à 50 %. La Guinée-Bissau se distingue par le rôle important des percepteurs ; une partie importante des fonds est acheminée par des associations locales, souvent propres à des groupes ethniques spécifiques, ce qui a un impact, léger certes, sur le développement.

Dans l'ensemble, les débats sur les impacts mutuels de la migration et du développement sont assez récents dans la plupart des pays lusophones d'Afrique (voir Forum Gulbenkian Imigração, 2007). Parmi ces pays, le Cap-Vert semble dans une situation plus favorable, car il y existe une longue tradition de pratiques transnationales et de politiques en matière de migration, qui traitent de la diaspora et des transferts de fonds (voir par exemple Góis, 2008).

En conclusion, **la situation de l'Angola, parmi les pays lusophones d'Afrique, mérite une attention toute particulière**: ce pays devient en effet **une des destinations de choix de la main-d'œuvre**, un statut qui était autrefois l'apanage de l'Afrique du Sud en Afrique centrale et australe. Ce nouveau statut de l'Angola se reflète dans l'évolution des flux financiers sortants et nets des deux pays (voir le graphique 8).

Graphique 8: Évolution des flux sortants et nets de l'Angola et de l'Afrique du Sud entre 1975 et 2008 (en millions d'USD)



Source: Banque mondiale, 2010.

Il y a lieu d'étudier de plus près l'évolution économique, sociale et politique récente de l'Angola pour comprendre son impact sur la migration et les transferts de fonds. Les flux sortants doivent également être analysés de manière plus approfondie

Il convient d'étudier l'impact de l'évolution économique, sociale et politique récente de l'Angola, notamment son taux élevé de croissance économique, sur la migration et les transferts de fonds. Les flux entrants ont déjà été analysés, certes (Alvarez Tinajero, 2010), mais on en sait peu sur les caractéristiques des flux sortants (qui envoie de l'argent, où et pourquoi). Certains ont avancé l'hypothèse que **les flux sortants importants pourraient en partie résulter des bénéfices élevés du secteur de l'extraction** ([Melde et Schicklinski, 2011](#)). Des éléments montrent par ailleurs que **ces flux s'expliquent aussi par l'immigration, en Angola, de travailleurs qualifiés au départ de pays d'Europe et autres**. Selon les chiffres de 2009 publiés sur le site web de l'Observatoire portugais

de l'émigration⁶, le montant envoyé en Angola par des Angolais installés au Portugal, s'élève à, 12,3 millions d'euros, 8,4 fois inférieur au montant envoyé au Portugal par des Portugais installés en Angola (103,5 millions d'euros).

3. Remarques finales

L'Afrique se situe à la croisée des chemins, entre une tradition ancestrale de libre circulation et une volonté de réguler les mouvements et de les organiser, tant vers d'autres continents (ce qu'imposent les pays de destination au travers de leur politique d'immigration), qu'au sein même du continent (à l'instigation de certains gouvernements, pour mieux comprendre la migration et l'exploiter au service de leur développement).

L'hétérogénéité prévaut en Afrique: les tendances en matière de migration internationale varient selon les pays, tout comme les motivations des migrants. Les transferts de fonds n'ont guère eu d'impact sur le développement jusqu'ici, car ils sont peu élevés (même si les flux informels sont significatifs) et rarement injectés dans la production. À l'échelle microéconomique toutefois, ils sont souvent déterminants pour le bien-être de nombreuses familles.

À l'avenir, il y a lieu de cibler les points suivants concernant **les flux migratoires Sud - Sud**:

- 🌿 des **efforts concrets pour améliorer et harmoniser les systèmes d'information**,
- 🌿 **les diasporas** en Afrique,
- 🌿 **la coordination des politiques de migration** entre les pays et les sous-régions,
- 🌿 l'intégration de la **migration dans les stratégies de développement**, dont les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les cadres stratégiques de réduction de la pauvreté (CSR),
- 🌿 **la cohérence** entre les stratégies, les politiques et les interventions,
- 🌿 **les obstacles géographiques et institutionnels à l'accès aux services financiers**,
- 🌿 **l'amélioration de l'environnement social, économique et politique.**

Des différences s'observent dans les tendances en matière de migration et de transferts de fonds entre les pays lusophones d'Afrique, malgré les

6 <http://www.observatorioemigracao.secomunidades.pt/np4/home.html>.

similitudes avec le cadre panafricain et l'intégration – partielle – dans le système migratoire lusophone (Baganha, 2009).

À cet égard, le profil des pays varie fortement:

- 👤 **le Cap-Vert**, qui se distingue par une longue tradition d'émigration et l'apprentissage politique concernant les diasporas et les transferts de fonds et assiste à l'émergence de l'immigration,
- 👤 **la Guinée-Bissau** et **Sao Tomé-et-Principe**, où l'émigration a beaucoup d'impact,
- 👤 **le Mozambique**, le plus intégré de tous dans les flux migratoires intra-régionaux en Afrique,
- 👤 **l'Angola**, qui pourrait devenir l'un des pôles d'attraction majeurs du continent.

Il y a lieu de cibler les points suivants concernant les pays lusophones d'Afrique:

- 👤 **l'amélioration et l'harmonisation des systèmes d'information**,
- 👤 **l'expérience spécifique** de chacun des pays,
- 👤 l'éventualité d'une évolution des **migrations** (pays d'origine, de destination et de transit),
- 👤 **l'adaptation des politiques** et des institutions aux besoins spécifiques,
- 👤 **la coordination des politiques en matière de migration**, au sein de chaque sous-région, des pays lusophones d'Afrique et de la CPLP et avec les pays d'origine et de destination dominants,
- 👤 l'intégration de **la migration et des transferts de fonds dans les stratégies de développement**,
- 👤 **l'amélioration de l'environnement social, économique et politique.**

4. Références

Adepoju, A.

- 2005 "Migration in West Africa". Regional Studies, Global Commission on International Migration. Lagos.

Alvarez Tinajero, S.

- 2010 *Angola: A Study of the Impact of Remittances from Portugal and South Africa*. Serie Migration Research de l'OIM, No. 39, OIM, Genève.

Amin, A.

- 2008 "OIM, IDEP and Trustafrica Workshop on Migration and Economic Development in Africa: Summary Conclusions with Recommendations". Sénégal.

Arnfred, S. et M. Utas

- 2007 "Re-thinking Africa: a contribution to the Swedish government white paper on Africa". The Nordic Africa Institute. Uppsala.

Baganha, M. I.

- 2009 "The Lusophone migratory system: patterns and trends", *International Migration*, 47 (3): 5–20.

Bakewell, O.

- 2007 "Keeping them in their place: the ambivalent relationship between migration and development in Africa", *IMI Working Papers* 8, University of Oxford.

Banque mondiale

- 2010 *The Migration and Remittances Factbook 2011*, Migration and Remittances Unit, Banque mondiale, Washington, D.C. <http://go.worldbank.org/QGUCPJTORO>.

Carreiro, M. J.

- 2007 "Dinâmicas transnacionais protagonizadas por associações de imigrantes guineenses em Portugal", *CIES e-Working Paper* 26/07, ISCTE, Lisbonne.

Commission économique des Etats d'Afrique de l'Ouest

1993 Executive secretariat "Traite Révisé". Abuja.

Có, J. B.

2004 "As associações das comunidades migrantes em Portugal e a sua participação no desenvolvimento do país de origem: o caso guineense". *SOCIUS Working Papers* 12/2004, ISEG, Lisbonne.

Forum Gulbenkian Imigração

2007 *Migração e Políticas de Desenvolvimento no Quadro da CPLP – As Diásporas como Agentes para o Desenvolvimento*. OIM, IPAD, Calouste Gulbenkian Foundation, ACIME, Lisbonne.

Góis, P. (ed.)

2008 *Comunidade(s) Cabo-Verdiana(s): As Múltiplas Faces da imigração Cabo-Verdiana*, Alto Comissariado para a Imigração e Diálogo Intercultural. Lisbonne.

Jonsson, G.

2009 "Comparative report: African migration trends", IMI, University of Oxford.

Kritz, M. M., L. L. Lim et H. Zlotnik (ed.)

1992 *International Migration Systems. A Global Approach*. Clarendon Press, Oxford.

Lucas, R.

2006 "Migration and economic development in Africa: a review of evidence" *Journal of African Economies*, volume 15, supplement 2. Oxford University Press, Oxford.

Melde, S. et J. Schicklinski

2011 "Les transferts de fonds des migrants en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique", *Observatoire ACP sur les migrations Dossier d'information n° 2*, mars 2011.
<http://www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/Background%20note%202011%20Obs%20ACP%20Transferts%20de%20fonds.pdf>.

Ndiaye, M. et Nelly R.

- 2010 “Les migrations internationales en Afrique de l’Ouest: une dynamique de régionalisation articulée à la mondialisation”, *IMI Working Papers* 23, University of Oxford.

Organisation internationale pour les migrations

- 2008 *Etat de la migration dans le monde 2008: Gestion de la mobilité de la main d’œuvre dans une économie mondiale en mutation*. OIM, Genève.

Peixoto, J. et A. V. Marques

- 2006 *Análise do Mercado de Remessas Portugal/Brasil*. CESO/CI and Inter-American Development Bank. Lisbonne.

Programme des Nations unies pour le Développement et le gouvernement de Ghana

- 2007 *Regional Consultation on Migration, Remittances and Development in Africa – Final report*. Accra.

Programme des Nations unies pour le Développement

- 2009 *Human Development Report* [Portuguese edition]. Edições Almedina. Coimbra.

Quintino, M. C.

- 2010 “Práticas associativas de guineenses, conexões transnacionais e cidadania incompleta”, *Migrações*, 6: 81-102.

Shaw, W.

- 2007 “Migration in Africa: a review of the economic literature on international migration in 10 countries”. Development Prospects Group, Banque mondiale, Washington DC.

Tolentino, A., C. Rocha et N. Tolentino

- 2008 *A Importância e o Impacto das Remessas dos Imigrantes em Portugal no Desenvolvimento de Cabo Verde*, Alto Comissariado para a Imigração e Diálogo Intercultural. Lisbon.

Tolentino, N.

- 2009 “Migrações, remessas e desenvolvimento: o caso africano”. *SOCIUS Working Papers* 09/2009, ISEG, Lisbonne.

United Nations Department of Economic and Social Affairs

2005 *World Migrant Stock: The 2005 Revision.*

United Nations Department of Economic and Social Affairs

2009 *International Migration 2009.*

